



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

## RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

### **Quelle place pour la production agricole dans un contexte de migration et diversification des activités ? Dynamique du Bassin arachidier du Sénégal.**

*La part principale du revenu de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne est d'origine agricole. Pourtant le poids des activités non agricoles augmente, y compris en zones rurales. Le cas du Sénégal montre une orientation forte vers ces sources de revenus hors agriculture, emplois non agricoles locaux et migrations. Du point de vue national, cette évolution influence la capacité du pays à nourrir, de manière autonome, sa population. Nous avons collecté des données en 2006 et 2007 sur le comportement des familles présentes sur les exploitations agricoles du Bassin arachidier. Cette région traditionnellement agricole subit de fortes pressions agro-écologiques et de débouché de sa production. L'analyse montre que la migration nationale ou internationale de jeunes gens suit une logique familiale et est développée dans la zone à moindre potentiel agricole. La place d'activités individuelles non agricoles, complémentaires et nourrissant la production agricole locale, est plus importante dans la zone à plus fort potentiel agricole. L'accumulation du capital tiré des revenus individuels ne semble donc pas être une stratégie de préparation de la migration, par nature coûteuse et entraînant un désengagement hors de l'agriculture.*

Le Sénégal est considéré comme un pays à faible autonomie alimentaire : la production agricole nationale ne couvre environ que la moitié des besoins en produits alimentaires. Les conditions agro-écologiques du pays peuvent expliquer en partie ce phénomène. En particulier, elles restent marquées par des sécheresses récurrentes survenues au début des années 70. La baisse des cours mondiaux des principaux produits d'exportation du Sénégal a aussi atteint le secteur agricole affectant des cultures de rente comme l'arachide ou le coton. A cette tendance baissière des prix à la production s'ajoute la déstructuration des systèmes de commercialisation suite aux programmes d'ajustement structurel débutés en 1980. Les caisses de stabilisation, entreprises publiques gérant l'approvisionnement à prix fixé auprès des producteurs et la mise en marché des cultures de rente, ont été supprimées pour un système basé sur des opérateurs privés.

Nous avons étudié les stratégies des ménages ruraux au Sénégal face à ces évolutions nationales et internationales. Nous avons focalisé notre étude sur la compréhension de l'interaction entre les activités agricoles et non agricoles. Si les activités non agricoles peuvent être considérées comme une forme de diversification des risques qui permet la stabilisation du revenu total de la famille, elles peuvent aussi être une voie de sortie hors de l'agriculture et de la production agricole.

#### **Diversification des activités et revenus de la migration : quelles incitations ?**

La place de la diversification des revenus des ménages agricoles est essentielle dans les pays d'Afrique subsaharienne. A la fin des années 2000, en moyenne près de 40 % des revenus totaux des ménages des zones rurales sont issus de sources non agricoles et cette proportion augmente (Haggblade et al., 2007). Ces activités permettent d'atténuer l'impact des chocs sur la production agricole et ses revenus, chocs par nature souvent incontrôlables et impor-

tants, notamment en cas de sécheresse ou d'attaque d'insectes invasifs (Barrett et al., 2001). Ces sources de revenus sont de deux ordres. Il y a d'une part, les activités locales – commerce ou artisanat – dont les revenus sont généralement considérés comme individuels, revenant à la personne ayant été rémunérée. D'autre part, les revenus liés aux transferts des migrants nationaux et internationaux vers la famille restée en zone rurale. L'usage de ces transferts reste à la discrétion du chef de ménage mais ils sont généralement utilisés pour répondre à des besoins collectifs comme l'éducation, les fêtes traditionnelles, etc.

L'implication des individus dans les activités non agricoles est dépendante de l'investissement que ces activités exigent : le choix de la migration exige un investissement fixe important de la part des familles, en particulier quand elle est à destination de l'étranger. La diversification locale des activités requiert moins d'investissement, mais peut permettre une épargne permettant de financer une migration.

Ces activités entrent en concurrence avec la production agricole vu l'espace de temps qui peut être imparti à chacune d'entre elles. Toutes sont génératrices de revenus monétaires ; ce revenu peut être réinvesti dans l'agriculture ou non. Les revenus des activités non agricoles peuvent aussi être réinvestis par les membres de la famille dans une optique de migration.

#### **Une zone d'étude emblématique : le Bassin arachidier du Sénégal**

Le Bassin arachidier du Sénégal est situé en zone sahélienne. Zone historique de production agricole, il représente encore près de 60 % de la population rurale du pays. L'arachide, culture de rente principalement destinée à l'exportation, en a été un produit majeur. Après l'Indépendance en 1960, la production d'arachide a été promue par le gouvernement et, dans les années 1960, cette

production a pu représenter jusqu'à 60 % du revenu agricole brut et 80 % des revenus de l'exportation. Avec la baisse des prix internationaux, la région se trouve en difficulté.

La structure familiale traditionnelle est représentée sous forme de concessions (Benoit-Cattin et Faye, 1982), exploitations agricoles réunissant la lignée d'une famille, unité de base des choix de production agricole : ses membres participent collectivement à la production et prennent les repas en commun, sous la gestion du chef de la lignée ; le temps restant est dédié à un travail individuel dont les revenus sont libres d'usage. La concession fonctionne sur la base d'un accord de l'ensemble des membres et suit des droits et usages traditionnellement ancrés – la migration est une des décisions communes. Cette structure peut être considérée comme un compromis entre les usages traditionnels et les pressions auxquelles font face les exploitations.

## Revenus de la migration, des activités locales non agricoles et de l'agriculture

Premièrement, même s'il reste faible, le niveau total de revenu est plus élevé au Sud qui bénéficie de meilleures conditions agricoles et concentre son activité sur des tâches agricoles (voir tableau 1). Ce résultat se maintient en corrigeant pour la différence dans les tailles moyennes des familles restées sur place. De plus, le détail des sources des revenus montre l'importance dans la région Nord des revenus issus des transferts effectués par les migrants, en

### Encadré : le dispositif d'enquête

Nos enquêtes, financées par le Cirad, ont porté sur deux villages choisis après une première investigation en 2005 : Ouanar, au sud du Bassin arachidier et Kanene, plus au Nord. Ces deux villages se différencient par leur potentiel agricole et la distance aux marchés : le village du Sud est moins favorisé sur le plan de l'infrastructure mais a des sols plus fertiles, par contre la disponibilité foncière par individu y est moins grande. En 2007, des enquêtes systématiques ont été menées sur l'ensemble des 89 familles présentes dans les villages, soit 1570 personnes adultes et enfants, en incluant les migrants. Les enquêtes ont porté sur la famille, les liens qui unissent ses membres, la contribution de chacun aux activités agricoles collectives en termes de temps, les revenus tirés des activités individuelles, les transferts des migrants.

particulier les intercontinentaux (France et Italie principalement) (57,4 % du revenu total) ; pour autant, la part de ce revenu n'est pas négligeable au Sud (7,4 %). Par contre, ces revenus sont loin de compenser en niveau la différence de revenus tirés de l'agriculture. Enfin les fonds provenant des activités locales non agricoles sont plus élevés dans le contexte où l'activité agricole procure la majeure partie des revenus (12,9 %) au Sud. Cette option de travail à temps partiel vient en complément de la production collective agricole : elle est choisie principalement par les membres jeunes de la famille et permet une accumulation de capital.

Tableau 1. Sources du revenu total des ménages

| Revenu de               | Kanene (Nord)<br>39 familles |              | Ouanar (Sud)<br>50 familles |              | Total<br>89 familles |              |
|-------------------------|------------------------------|--------------|-----------------------------|--------------|----------------------|--------------|
|                         | FCFA <sup>1</sup>            | proportion   | FCFA                        | proportion   | FCFA                 | proportion   |
| Activités agricoles     | 285 777                      | 38,8 %       | 1 283 093                   | 79,7 %       | 728 401              | 64,3 %       |
| Activités non agricoles | 27 988                       | 3,8 %        | 207 532                     | 12,9 %       | 107 244              | 9,5 %        |
| Migrations:             | 422 773                      | 57,4 %       | 118 512                     | 7,4 %        | 297 941              | 26,3 %       |
| - nationale             | 173 823                      | 23,6 %       | 75 435                      | 4,7 %        | 134 076              | 11,8 %       |
| - continentale          | 56 713                       | 7,7 %        | 0                           | 0 %          | 32 989               | 2,9 %        |
| - intercontinentale     | 192 236                      | 26,1 %       | 43 076                      | 2,7 %        | 130 877              | 11,5 %       |
| <b>Total</b>            | <b>736 538</b>               | <b>100 %</b> | <b>1 609 137</b>            | <b>100 %</b> | <b>1 133 586</b>     | <b>100 %</b> |

<sup>1</sup> 1 € = 655,9 FCFA

Une question se pose alors : les revenus provenant de la diversification des activités en milieu rural sont-ils utilisés pour permettre aux individus de migrer et se désengager de l'agriculture ? Les résultats de l'analyse montrent que les familles privilégient soit la migration des jeunes en recevant des transferts monétaires ; soit de laisser la possibilité aux membres de la famille d'exercer, à temps partiel, une activité non agricole, les revenus leur revenant alors. Un phénomène de déversement de la main-d'œuvre hors de l'agriculture ne semble pas être à l'œuvre.

## Conclusion

L'étude est partie de la constatation du poids croissant des revenus tirés des activités hors exploitation pour les familles rurales

d'Afrique subsaharienne. Appliquée au Sénégal, elle a mis en évidence deux types de stratégies choisies par les familles : la migration des membres de la famille en échange de transferts monétaires ; la diversification locale des activités hors de l'agriculture, mais complémentaire des activités agricoles. L'accumulation de fonds tirés de la diversification locale ne semble pas être un préalable à une décision de migration.

Pour un pays comme le Sénégal, pour lequel la dépendance alimentaire est forte, le maintien de la production agricole est un enjeu stratégique. Dans les conditions spécifiques du terrain étudié, le potentiel d'emplois hors ou péri-agriculture en zone rurale permettrait de conserver la main-d'œuvre, au moins à temps partiel, dans le secteur agricole et de contribuer à la sécurité alimentaire du pays sans pour autant favoriser, à terme, l'émigration et la sortie du secteur agricole.

**Céline Bignebat** (auteur de correspondance), INRA, UMR1110 MOISA, F-34000 Montpellier, France,

[bignebat@supagro.inra.fr](mailto:bignebat@supagro.inra.fr)

**Maam Suwadu Sakho-Jimbira**, Initiative prospective agricole et rurale (IPAR), Dakar, Sénégal,

[souamintou@yahoo.fr](mailto:souamintou@yahoo.fr)

### Pour en savoir plus

**Barrett C., Reardon T., Webb P. (2001).** Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa: Concepts, dynamics and policy implications. *Food Policy* 26 (4), 315- 331.

**Benoit-Cattin M., Faye J. (1982).** *L'exploitation Agricole Familiale en Afrique Soudano-Sahélienne*. Paris: Presses Universitaires de France.

**Bignebat C., Sakho Jimbira S. (2013).** Migrations et diversification des activités économiques locales : étude du Bassin arachidier du Sénégal. *Mondes en Développement*, 164, 93-114.

**Haggblade S., Hazell P., Reardon T. (eds) (2007)** *Transforming the Rural Nonfarm Economy: Opportunities and Threats in the Developing World*. Baltimore, Johns Hopkins University Press and IFPRI.